

c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1995 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	144.914.926
uitgaven	158.842.018
uitgavenoverschot	-13.927.092

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,  
Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,  
Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,  
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 375-1.

*Zitting 2007-2008*

Stukken van het Parlement - Verslag, nr. 375-2;

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

—————  
**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 2019/15476]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget  
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1996 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1996

CHAPITRE I<sup>er</sup>

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1996, s'élèvent à 955.600.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 515.583.332 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 440.016.668 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 6.395.794.857 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1996 étant de -1.096.040.143 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1996 à 5.299.754.714 francs (annexe tableau IV colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1996 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 5.936.129.254 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1996 à

-636.374.540 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

**CHAPITRE II****Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget****§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes****Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1996 à la somme de 226.959.077.629 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	212.022.022.994
- recettes fiscales et générales en capital :	5.605.754.635
- produits d'emprunt	9.331.300.000

**Article 8**

Les recettes budgétaires de l'année 1996 s'élèvent à 226.959.077.629 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	212.022.022.994
- recettes fiscales et générales en capital :	5.605.754.635
- produits d'emprunt :	9.331.300.000

**Article 9**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :  
- recettes fiscales et générales en capital  
- produit d'emprunt :

b. droits reportés à l'année budgétaire 1997 (annexe tableau annexe II colonne 6)

- recettes fiscales et générales courantes :  
- recettes fiscales et générales en capital  
- produit d'emprunt :

**§ 2 Fixation des crédits de dépenses****Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1996 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	956.200.000
Crédits non dissociés	227.020.000.000

**Article 11**

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de -823.000.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	-43.500.000
Crédits non dissociés	-779.500.000

**Article 12**

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 3.950.269.411 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	3.950.269.411

**Article 13**

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1996 s'élève à 231.103.469.411 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	912.700.000
Crédits non dissociés	230.190.769.411

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1996 se montent à 225.545.700.671 francs (annexe tableau III, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnancement	0	461.251.729	461.251.729
Crédits non dissociés	1.992.232.980	223.092.215.962	225.084.448.942
total	1.992.232.980	223.553.467.691	225.545.700.671

**Article 15**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 225.545.185.023 francs dont :

Crédits d'ordonnancement	461.251.729
Crédits non dissociés	225.083.933.294
(annexe tableau III, colonne 8)	

**Article 16**

Pour les dépenses restant à régulariser d'un montant de 515.648 francs dont :

Crédits d'ordonnancement	
Crédits non dissociés	515.648

il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1996 de 5.557.768.740 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnancement	451.448.271
Crédits non dissociés	5.106.320.469

**Article 18**

Aucune dépense de l'année budgétaire 1996 n'ayant été effectuée au-delà ou en l'absence de crédits, aucun crédit complémentaire ne doit dès lors être accordé :

Crédits d'ordonnancement	
Crédits non dissociés	

**Article 19**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1996 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnancement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	451.448.271	1.448.442.019	1.899.890.290
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	3.657.878.450	3.657.878.450

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1996**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1996 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 226.959.077.629 francs

Les dépenses s'élèvent à 225.545.700.671 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 1.413.376.958 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1995 s'élevait à -13.362.844.414 francs, le solde fin de l'année budgétaire 1996 s'élève à -11.949.467.456 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1996 à 6.395.794.857 Francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes	6.365.727.609
Recettes en capital	30.067.248

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 6.395.794.857 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 1996 étant de -1.027.298.826 francs, le disponible en ordonnement sur les crédits variables s'élève à 5.368.496.031 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1996 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 5.949.717.885 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

**Article 24**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à 446.076.972 francs

**Article 25**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1996 à -581.221.854 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IVRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 26**

Les décrets budgétaires de l'année 1996 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	2.303.000.000
- Dépenses	2.275.000.000
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

**Article 27**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1996 s'élevait à 1.776.797.825 francs (annexe tableau V colonne 7).

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 2.864.807.026 francs. (annexe tableau V colonne 3)

Par suite des deux alinéas précédents, le total disponible pour les dépenses de l'année 1996 est de 4.641.604.851 francs.

**Article 28**

Les dépenses imputées s'élèvent à 2.593.025.428 francs (annexe tableau V, colonne 4).

Ce montant ne comprend aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau V, colonne 5).

**Article 29**

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 271.781.598 francs (annexe tableau V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1996, tel que déterminé à l'article 27 alinéa 3, et des dépenses reprises à l'article 28, le solde disponible au 31 décembre 1996 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 2.048.579.423 francs (annexe tableau V colonne 9).

Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V  
Résultat global**Article 30**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 1996 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 1.413.376.958
Crédits variables : 446.076.972
Section particulière : 271.781.598
Total : 2.131.235.528

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I

Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée  
du ministère de la Communauté française

§ 1<sup>er</sup> fixation des recettes

**Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 5.125.400.000 francs (annexe tableau VI colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 1996 s'élèvent à 8.992.038.225 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	2.276.893.492
Recettes de l'année (annexe tableau VI colonnes 3 et 6)	6.487.011.182

Le montant de 8.992.038.225 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 1996.

§ 2 . fixation des dépenses

**Article 32**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 5.181.000.000 francs (annexe tableau VI colonne 2).

Les dépenses sont fixées à la somme de 6.695.423.319 francs (annexe tableau VI colonne 4).

§ 3. résultat budgétaire

Article 33

TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION  
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de -208.412.137 francs.

Le disponible au 31 décembre 1996 est fixé au montant de 2.296.614.906 francs.

Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

CHAPITRE I

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

**Article 34**

Référence budgétaire : décret du 20 décembre 1995

contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1996 article 21

154e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales est établi comme suit :  
pour l'année 1996

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	1.217.092.000
recettes imputées	1.192.080.007
différence	25.011.993
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	1.627.486.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	1.627.486.000
dépenses imputées	1.334.900.730
excédent de crédits à annuler	292.585.270
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1996 se résume comme suit	
recettes	1.192.080.007
dépenses	1.334.900.730
excédent de dépenses	-142.820.723

CHAPITRE II

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

**Article 35**

Référence budgétaire : décret du 20 décembre 1995

contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1996 article 22

154e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1996 est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	138.020.000
recettes imputées	141.703.671
différence	3.683.671

b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	158.207.413
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	158.207.413
dépenses imputées	144.913.548
excédent de crédits à annuler	13.293.865
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1996	
se résume comme suit	
recettes	141.703.671
dépenses	144.913.548
excédent de dépenses	3.209.877

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—————  
Note

(1) *Session* 2006-2007

Documents du Parlement – Projet de décret , n° 376-1.

*Session* 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 376-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

—————

**ANNEXE AU DECRET CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE  
LA COMMUNAUTE FRANCAISE POUR L'ANNEE 1996**

**TABLEAUX**

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. RECETTES**
- III. DEPENSES**
- IV. CREDITS VARIABLES**
- V. SECTION PARTICULIERE**
- VI. SERVICES A GESTION SEPAREE**

**ORGANISMES D'INTERET PUBLIC**

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du sida

tableau I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante
<b>II. OPERATIONS DE CAPITAL</b>							
Tableau I - Dotation	-	-	-	-	-	-	-
Tableau II - M.C.A.S.	555.600.000	-	555.600.000	515.583.332	-	40.016.668	40.016.668
Tableau III - M.E.R.F.	400.000.000	-	400.000.000	-	400.000.000	-	400.000.000
Tableau IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Tableau V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>955.600.000</b>	<b>-</b>	<b>955.600.000</b>	<b>515.583.332</b>	<b>440.016.668</b>	<b>-</b>	<b>440.016.668</b>



tableau II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOURVEMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)
<b>Recettes courantes</b>								
Recettes fiscales	9.090.000.000	9.553.388.244	9.553.388.244	0	0	0	0	463.388.244
Recettes générales	202.858.400.000	202.468.634.750	202.468.634.750	0	0	0	479.873.108	90.107.858
Recettes affectées	6.218.300.000	6.365.727.609	6.365.727.609	0	0	0	383.036.054	530.463.663
<b>Total recettes courantes</b>	<b>218.166.700.000</b>	<b>218.387.750.603</b>	<b>218.387.750.603</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>862.909.162</b>	<b>1.083.959.765</b>
<b>Recettes en capital</b>								
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	5.597.200.000	5.605.754.635	5.605.754.635	0	0	0	0	8.554.635
Recettes affectées	29.900.000	30.067.248	30.067.248	0	0	0	0	844.850
<b>Total recettes en capital</b>	<b>5.627.100.000</b>	<b>5.635.821.883</b>	<b>5.635.821.883</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9.399.485</b>
<b>Produit d'emprunts</b>	<b>9.607.600.000</b>	<b>9.331.300.000</b>	<b>9.331.300.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>233.401.400.000</b>	<b>233.354.872.486</b>	<b>233.354.872.486</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>862.909.162</b>	<b>1.093.359.250</b>

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surseance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations	
						-	+
<b>PARTIE I</b>							
<b>Titre I - Recettes courantes</b>							
<b>Secteur I - Recettes fiscales et de droits particuliers</b>							
36.01 Restitutions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution	-	-	-	-	-	-	-
36.02 Impôt des Communautés ; produit net attribué à la Communauté française de la redevance radio et télévision	9.090.000.000	9.553.388.244	9.553.388.244	-	-	-	463.388.244
Total secteur I	9.090.000.000	9.553.388.244	9.553.388.244	-	-	-	463.388.244
<b>Secteur II - Recettes générales</b>							
08.01 Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10.C) MCAS	-	-	-	-	-	-	-
08.02 Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10.C) MERF	800.000	-	-	-	-	800.000	-
08.03 Versements correspondant aux moyens non utilisés du budget de l'année 1994	1.220.500.000	1.220.455.395	1.220.455.395	-	-	-	44.605
11.01 Remboursements des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	550.000.000	576.670.685	576.670.685	-	-	-	26.670.685
11.02 Remboursement des rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	200.000.000	87.852.143	87.852.143	-	-	112.147.857	-
12.01 Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	90.000.000	69.915.994	69.915.994	-	-	20.084.006	-
16.01 Produits divers	672.000.000	519.372.799	519.372.799	-	-	152.627.201	-
16.02 Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	30.241.008	30.241.008	-	-	-	30.241.008
16.03 Droits d'inscription à l'enseignement à distance	45.000.000	7.503.980	7.503.980	-	-	37.496.020	-
16.04 Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	110.000.000	140.036.165	140.036.165	-	-	-	30.036.165
16.05 Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.33, 66.34 et 66.35 A)	3.000.000	5.200.000	5.200.000	-	-	-	2.200.000
16.07 Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	-	-
16.21 Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	5.000.000	5.860.000	5.860.000	-	-	-	860.000
16.22 Droits d'homologation des certificats et diplômes	35.000.000	33.685.475	33.685.475	-	-	1.314.525	-
29.01 Intérêts de placements	150.000.000	92.473.790	92.473.790	-	-	57.526.210	-
46.01 Partie attribuée au produit de l'I.P.P.	49.602.000.000	49.602.100.000	49.602.100.000	-	-	-	100.000
46.02 Partie attribuée au produit de la T.V.A.	148.032.300.000	148.032.300.000	148.032.300.000	-	-	-	-
46.03 Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires aux étudiants étrangers	65.100.000	65.100.000	65.100.000	-	-	-	-
46.05 Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1.409.000.000	1.408.800.000	1.408.800.000	-	-	200.000	-
46.06 Correction définitive dotations Région wallonne-cocof	211.100.000	211.067.316	211.067.316	-	-	32.684	-
46.07 Correction définitive cotisation de responsabilisation	97.600.000	-	-	-	-	97.600.000	-
Total secteur II	202.858.400.000	202.468.634.750	202.468.634.750	-	-	479.873.108	90.107.858

Secteur III - Recettes affectées										
MCAS										
06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
06.04	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions culturelles	16.801	16.801	16.801	-	-	-	-	-	16.801
06.05	Recettes diverses, donations, legs, donation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif	494.345.831	494.345.831	494.345.831	360.000.000	-	-	-	-	134.345.831
16.08	Indemnités pour dégrés occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	5.352.354	5.352.354	5.352.354	5.000.000	-	-	-	-	352.354
16.09	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	3.109.607	3.109.607	3.109.607	2.200.000	-	-	-	-	909.607
16.10	Droits d'inscription à des activités de formation d'amateurs socio-culturels	1.744.337	1.744.337	1.744.337	300.000	-	-	-	-	1.444.337
16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées	13.893.017	13.893.017	13.893.017	9.500.000	-	-	-	-	4.393.017
16.12	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/TVI affectées au développement de la presse écrite	165.689.710	165.689.710	165.689.710	170.000.000	-	-	-	4.3.10.290	-
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Héger	16.292.785	16.292.785	16.292.785	16.000.000	-	-	-	-	292.785
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossignol	2.724.037	2.724.037	2.724.037	3.000.000	-	-	-	-	275.963
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Scroule	1.960.092	1.960.092	1.960.092	2.000.000	-	-	-	-	39.908
16.20	Quote-part des droits d'inscription dans les centres sportifs	80.000.000	80.000.000	80.000.000	170.000.000	-	-	-	-	90.000.000
30.02	Produits de rentes versées par des particuliers pour le domaine culturel	321.230.754	321.230.754	321.230.754	200.000.000	-	-	-	-	121.230.754
39.10	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse	-	-	-	5.000.000	-	-	-	-	-
40.07	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	-	-	-	-	-	-	-	-	5.000.000
48.01	Versements de l'ONE pour le subventionnement des centres de vacances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
49.31	Contributions de l'Orbem et du Forem dans les rémunérations des agents contractuels subventionnés attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales	37.356.075	37.356.075	37.356.075	40.900.000	-	-	-	-	3.543.925
49.32	Contributions de l'Orbem et du Forem dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture)	392.439.624	392.439.624	392.439.624	450.000.000	-	-	-	-	57.560.376
49.33	Contributions de l'Orbem et du Forem dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport)	61.587	61.587	61.587	1.300.000	-	-	-	-	1.238.413
MERF										
06.02	Recettes diverses, dons, legs et interventions de la Loterie nationale pour la recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de personnes publiques ou privées dont la Loterie nationale, destinées à la politique de l'immigration	34.400.000	34.400.000	34.400.000	45.000.000	-	-	-	-	10.600.000
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	12.900.000	12.900.000	12.900.000	38.900.000	-	-	-	-	26.000.000
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	10.500.000	10.500.000	10.500.000	26.100.000	-	-	-	-	15.600.000
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Libre subventionné)	13.000.000	13.000.000	13.000.000	14.100.000	-	-	-	-	1.100.000
16.19	Recettes en provenance du Fonds communautaire de garantie pour la rémunération du personnel	25.000.000	25.000.000	25.000.000	38.000.000	-	-	-	-	13.000.000
28.01	Intérêt des produits financiers placés des fondations, donations, legs et prix et remboursement de placements venus à échéance	2.950.448	2.950.448	2.950.448	1.000.000	-	-	-	-	1.950.448

30.01	Remboursement des allocations d'études	35.000.000	22.385.255	22.385.255	12.614.745	-	-
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	100.000.000					
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit	286.600.000					131.518.810
39.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - matières culturelles	600.000.000	3.118.118.810	3.118.118.810			
39.04	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - COCOF	450.000.000					
39.05	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Région wallonne	1.550.000.000					
39.06	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement à horaire réduit	135.300.000	210.700.339	210.700.339			75.400.339
39.07	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - enseignement de promotion sociale	216.600.000	130.641.967	130.641.967		85.938.033	
40.01	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental par le Forem et l'Orbhem	718.900.000	753.187.213	753.187.213			34.287.213
40.02	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial par le Forem et l'Orbhem	104.100.000	79.152.212	79.152.212		24.947.788	
40.03	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale par le Forem et l'Orbhem	40.900.000	38.054.396	38.054.396		2.845.604	
40.04	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire par le Forem et l'Orbhem	280.900.000	305.221.367	305.221.367			24.321.367
40.05	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire par le Forem et l'Orbhem	69.400.000	68.254.814	68.254.814		1.145.186	
40.06	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs par le Forem et l'Orbhem	32.300.000	5.044.177	5.044.177		27.255.823	
	Total secteur III	6.218.300.000	6.365.727.609	6.365.727.609	383.036.054		530.463.663
	Total recettes courantes	218.166.700.000	218.387.750.603	218.387.750.603	862.909.162		1.083.959.765
<b>Titre II - Recettes en capital</b>							
<b>Secteur II - Recettes générales</b>							
76.01	Produit de la vente d'immeubles	5.592.400.000	5.592.400.000	5.592.400.000			
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	-	6.555.000	6.555.000			6.555.000
76.03	Recettes diverses	4.800.000	6.799.635	6.799.635			1.999.635
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (pour mémoire)	-	-	-			-
	Total secteur II	5.597.200.000	5.605.754.635	5.605.754.635			8.554.635
<b>Secteur III - Recettes affectées</b>							
<b>MCAS</b>							
86.01	Remboursements de prêts accordés à des filières	5.200.000	5.468.050	5.468.050			268.050
86.02	Remboursements de prêts accordés à des libraires	200.000	775.000	775.000			575.000
<b>MERF</b>							
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants-droits	2.500.000	2.501.800	2.501.800			1.800
87.02	Remboursements des prêts d'études	22.000.000	21.322.398	21.322.398			844.850
	Total secteur III	29.900.000	30.067.248	30.067.248			9.399.485
	Total recettes en capital	5.627.100.000	5.635.821.883	5.635.821.883			
	<b>TOTAL RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL</b>	<b>223.793.800.000</b>	<b>224.023.572.486</b>	<b>224.023.572.486</b>	<b>862.909.162</b>		<b>1.093.359.250</b>
<b>Titre III - Produits d'emprunts</b>							
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	6.107.600.000	6.107.600.000	6.107.600.000			
96.02	Produits des emprunts correspondant aux amortissements 1996 de la dette directe et indirecte	3.500.000.000	3.223.700.000	3.223.700.000			276.300.000
	<b>TOTAL PRODUIT D'EMPRUNT</b>	<b>9.607.600.000</b>	<b>9.331.300.000</b>	<b>9.331.300.000</b>			<b>276.300.000</b>
	<b>TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE</b>	<b>233.401.400.000</b>	<b>233.354.872.486</b>	<b>233.354.872.486</b>			<b>1.093.359.250</b>

tableau III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES				REGLEMENT DES CREDITS			
	Crédits initiaux (1)	Ajustements nets (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Opérations imputées		Dépenses totales (7)	Paiements effectués, justifiés ou régularisés (8)	Paiements restant à régulariser (9)	Crédits complémentaires (1) (10)	Crédits reportés à l'exercice budgétaire 1997 (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)
					Prestations des années antérieures (5)	Prestations de l'année (6)						
<b>I Dotation au Conseil</b>												
a) crédits non dissociés	462.700.000	-	57.800.000	520.500.000	0	520.500.000	520.500.000	0	0	0	0	0
<b>II Culture et Affaires sociales</b>												
a) crédits non dissociés	27.759.600.000	-92.700.000	1.679.894.023	29.346.794.023	1.201.236.391	26.439.829.439	27.641.059.830	27.640.544.182	515.648	1.421.351.156	284.385.037	151.448.271
b) crédits d'ordonnement	656.200.000	-43.500.000	-	612.700.000	-	461.251.729	461.251.729	461.251.729	0	-	-	-
<b>III Education et Recherche</b>												
a) crédits non dissociés	171.125.100.000	1.032.900.000	2.015.481.801	174.173.481.801	692.339.199	170.493.591.192	171.185.930.391	171.185.930.391	0	1.919.593.795	1.067.957.615	300.000.000
b) crédits d'ordonnement	300.000.000	-	-	300.000.000	-	0	0	0	0	-	-	-
<b>IV Dette publique</b>												
a) crédits non dissociés	16.052.400.000	-333.600.000	197.093.387	9.715.893.387	98.663.390	9.204.195.331	9.302.858.721	9.302.858.721	0	316.933.499	96.101.367	-
b) crédits d'ordonnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>V Dotation à la RW et à la COCOF</b>												
a) crédits non dissociés	17.620.200.000	-1.186.100.000	-	16.434.100.000	0	16.434.100.000	16.434.100.000	16.434.100.000	0	0	0	0
<b>Totaux</b>												
a) crédits non dissociés	227.020.000.000	-779.500.000	3.950.269.411	230.190.769.411	1.992.232.980	223.092.215.962	225.084.448.942	225.083.933.294	515.648	0	3.657.878.450	1.448.442.019
b) crédits d'ordonnement	956.200.000	-43.500.000	-	912.700.000	0	461.251.729	461.251.729	461.251.729	0	0	0	451.448.271
<b>Total général</b>	227.976.200.000	-823.000.000	3.950.269.411	231.103.469.411	1.992.232.980	223.553.467.691	225.545.700.671	225.545.185.023	515.648	0	3.657.878.450	1.899.890.290

(1) à afficher par le bilan de compte pour dépenses liées au-delà des crédits

tableau IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1996 (5)
	Solde reporté (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
II Culture et Affaires sociales	-543.387.297	1.542.459.661	999.072.364	1.422.689.911	-423.617.547
III Education et recherche	-552.652.846	4.853.335.196	4.300.682.350	4.513.439.343	-212.756.993
<b>TOTAL</b>	<b>-1.096.040.143</b>	<b>6.395.794.857</b>	<b>5.299.754.714</b>	<b>5.936.129.254</b>	<b>-636.374.540</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.1996
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
II Culture et Affaires sociales	-474.645.980	1.542.459.661	1.067.813.681	1.478.678.542	-410.864.861
III Education et recherche	-552.652.846	4.853.335.196	4.300.682.350	4.471.039.343	-170.356.993
<b>TOTAL</b>	<b>-1.027.298.826</b>	<b>6.395.794.857</b>	<b>5.368.496.031</b>	<b>5.949.717.885</b>	<b>-581.221.854</b>

tableau V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.1996 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.1996 (7)	Au 31.12.1996 (8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser (5)				
Culture et Affaires sociales	0	0	0	0	0	0	3.770.742	3.770.742	3.770.742
Education, Recherche et Formation	2.303.000.000	2.275.000.000	2.864.807.026	2.593.025.428	0	271.781.598	1.773.027.083	2.044.808.681	2.044.808.681
TOTAUX	2.303.000.000	2.275.000.000	2.864.807.026	2.593.025.428	0	271.781.598	1.776.797.825	2.048.579.423	2.048.579.423



tableau VI . COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

	Prévisions		Opérations comptabilisées		Soldes cumulés	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)	An 01.01.1996 (6)	An 31.12.1996 (7)
Culture et Affaires sociales	0	0	481.043.470	422.973.296	228.133.551	286.203.725
Education, Recherche et Formation	5.125.400.000	5.181.000.000	6.005.967.712	6.272.450.023	2.276.893.492	2.010.411.181
<b>TOTAUX</b>	<b>5.125.400.000</b>	<b>5.181.000.000</b>	<b>6.487.011.182</b>	<b>6.695.423.319</b>	<b>2.505.027.043</b>	<b>2.296.614.906</b>



## COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

## BILAN AU 31 DECEMBRE 1996

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	23.250.653	<i>Capitaux propres</i>	
Cautions et garanties	21.765.983	Résultat reporté	503.951.077
Créances à plus d'un an	1.484.670		
		<i>Provisions et impôts différés</i>	
		Provision syndicale	1.120.000
<i>Actifs circulants</i>	568.543.921	<i>Dettes</i>	113.774.068
Créances à un an au plus	65.224.168	Dettes à un an au plus	99.423.442
Valeurs disponibles	503.319.753	Dettes fiscales, sal. et soc.	8.089.587
		Dettes diverses	6.261.039
<i>Comptes de régularisation</i>	27.267.025	<i>Comptes de régularisation</i>	216.454
<b>TOTAL</b>	<b>619.061.599</b>	<b>TOTAL</b>	<b>619.061.599</b>
COMPTE DE RESULTATS			
<i>I. Ventes et prestations</i>			1.014.304.122
Autres produits d'exploitation	1.014.304.122		
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>			1.184.422.119
Charges d'exploitation	23.458.279		
Services et biens divers	86.311.511		
Rémunérations, charges sociales et pensions	259.945.783		
Autres charges d'exploitation	814.706.546		
<i>III. Résultats d'exploitation</i>			-170.117.997
IV. Produits financiers	25.992.768		
V. Charges financières	0		
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>			-144.125.229
VII. Produits exceptionnels	170.411.647		
VIII. Charges exceptionnelles	4.545.103		
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>			21.741.315
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>			21.741.315

**XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)** **21.741.315**

**AGENCE DE PREVENTION DU SIDA**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 1996**

<b>ACTIF</b>		<b>PASSIF</b>	
<i>Actifs immobilisés</i>	<b>1.703.122</b>	<i>Capitaux propres</i>	<b>20.183.519</b>
Terrains et constructions	0	Bénéfice reporté	16.183.519
Mobiliers et matériel roulant	1.457.182	Provisions	4.000.000
I.M.O.	245.940		
<i>Actifs circulants</i>	<b>60.235.928</b>	<i>Dettes</i>	<b>7.383.222</b>
Créances à un an au plus	595.017	Dettes à plus d'un an	0
Placements de trésorerie	40.000.000	Dettes à un an au plus	7.383.222
Valeurs disponibles	19.640.911		
<i>Comptes de régularisation</i>	<b>11.068.551</b>	<i>Comptes de régularisation</i>	<b>45.440.860</b>
<b>TOTAL</b>	<b>73.007.601</b>	<b>TOTAL</b>	<b>73.007.601</b>

**COMPTE DE RESULTATS**

<i>I. Ventes et prestations</i>		<b>135.023.690</b>
Autres produits d'exploitation	135.023.690	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		<b>133.974.747</b>
Services et biens divers	111.550.039	
Rémunérations, charges sociales et pensions	20.790.282	
Amortissements	1.433.426	
Réductions de valeurs	201.000	
Provisions pour risques et charges	0	
<i>III. Résultat d'exploitation</i>		<b>1.048.943</b>
IV. Produits financiers	6.191.358	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		<b>7.240.301</b>
VII. Produits exceptionnels	28911094	
VIII. Charges exceptionnelles	12000000	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		<b>24.151.395</b>
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		<b>24.151.395</b>
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>		<b>24.151.395</b>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15476]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

## BEGROTINGSJAAR 1996

HOOFDSTUK IVastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1996, bedragen 955.600.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 515.583.332 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

**Artikel 3**

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 440.016.668 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1996 bedragen 6.395.794.857 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 1996 -1.096.040.143 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 1996 5.299.754.714 frank (bijlage tabel IV kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 6 van het decreet van 20 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1996 bedragen 5.936.129.254 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

**Artikel 6**

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1996 -636.374.540 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5)

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De vastgestelde rechten ten behoeve van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1996 226.959.077.629 frank (bijlage tabel II kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	212.022.022.994
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	5.605.754.635
- opbrengsten van lening	9.331.300.000

**Artikel 8**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1996 bedragen 226.959.077.629 frank (bijlage tabel II kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	212.022.022.994
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	5.605.754.635
- opbrengsten van lening	9.331.300.000

**Artikel 9**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 frank (bijlage tabel II kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II kolom 5) (in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van lening

b. naar het begrotingsjaar 1997 overgedragen rechten (bijlage tabel II kolom 6)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van lening

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1996 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten 956.200.000

Niet-gesplitste kredieten 227.020.000.000

**Artikel 11**

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van -823.000.000 frank verdeeld op de volgende wijze (nettoaanpassing) (bijlage tabel III kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten -43.500.000

Niet-gesplitste kredieten -779.500.000

**Artikel 12**

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 3.950.269.411 frank overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III kolom 3):

Ordonnanceringskredieten

Niet-gesplitste kredieten 3.950.269.411

**Artikel 13**

- Overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 12 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1996 231.103.469.411 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten 912.700.000

Niet-gesplitste kredieten 230.190.769.411

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 1996 bedragen 225.545.700.671 frank (bijlage tabel III, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	0	461.251.729	461.251.729
Niet-gesplitste kredieten	1.992.232.980	223.092.215.962	225.084.448.942
<b>Totaal</b>	<b>1.992.232.980</b>	<b>223.553.467.691</b>	<b>225.545.700.671</b>

**Artikel 15**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 225.545.185.023 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten 461.251.729

Niet-gesplitste kredieten 225.083.933.294

(bijlage tabel III, kolom 8)

**Artikel 16**

Voor de uitgaven die nog geregulariseerd moeten worden voor een bedrag van 515.648 frank waaronder:

Ordonnanceringskredieten

Niet-gesplitste kredieten 515.648

wordt artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 toegepast (bijlage tabel III, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1996 van 5.557.768.740 frank onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	451.448.271
Niet-gesplitste kredieten	5.106.320.469

**Artikel 18**

Om te uitgaven van het begrotingsjaar 1996 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden geen aanvullende kredieten toegekend aangezien er geen uitgaven van deze aard bestaan:

Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten

**Artikel 19**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 1996 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	451.448.271	1.448.442.019	1.899.890.290
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	3.657.878.450	3.657.878.450

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1996**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 1996 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 226.959.077.629 frank

De uitgaven bedragen 225.545.700.671 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 1.413.376.958 frank

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1995 -13.362.844.414 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1996 -11.949.467.456 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 1996 6.395.794.857 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan

Lopende ontvangsten	6.365.727.609
Kapitaalontvangsten	30.067.248

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 1996 bedragen 6.395.794.857 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 1996 -1.027.298.826 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 5.368.496.031 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 6 van het decreet van 20 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1996 bedragen 5.949.717.885 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 4).

**Artikel 24**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten 446.076.972 frank

**Artikel 25**

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1996 -581.221.854 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskolom 5) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 1996 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	2.303.000.000
- Uitgaven	2.275.000.000

(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).

**Artikel 27**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1996 bedroeg 1.776.797.825 frank (bijlage tabel V kolom 7).

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 2.864.807.026 frank. (bijlage tabel V kolom 3)

Overeenkomstig beide vorige leden, bedraagt het totaal beschikbaar voor de uitgaven van het jaar 1996 4.641.604.851 frank.

**Artikel 28**

De aangerekende uitgaven bedragen 2.593.025.428 frank (bijlage tabel V, kolom 4).

Dit bedrag omvat geen uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 wordt toegepast (bijlage tabel V, kolom 5).

**Artikel 29**

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt 271.781.598 frank (bijlage tabel V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1996, zoals bepaald in artikel 27 derde lid, en met de uitgaven vermeld in artikel 28, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1996 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 2.048.579.423 frank (bijlage tabel V, kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK VGlobaal resultaat**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 1996 (in frank):

Begroting sensu stricto : 1.413.376.958

Variabele kredieten : 446.076.972

Afzonderlijke sectie : 271.781.598

Totaal : 2.131.235.528

TWEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen  
van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 31**

De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 5.125.400.000 frank (bijlage tabel VI kolom 1)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 1996 bedragen 8.992.038.225 frank.

Ze worden onderverdeeld als volgt:

- Saldo op 1 januari	2.276.893.492
- Ontvangsten van het jaar	6.487.011.182

(bijlage tabel VI, kolommen 3 en 6).

Het bedrag van 8.992.038.225 frank is het beschikbaar bedrag voor de uitgaven van het jaar 1996.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven**Artikel 32**

De vooruitzichten voor de jaarlijkse uitgaven bedragen 5.181.000.000 frank (bijlage tabel VI kolom 2).

De uitgaven bedragen 6.695.423.319 frank (bijlage tabel VI kolom 4).

§ 3. Begrotingsresultaat**Artikel 33**

Overeenkomstig de artikelen 31 en 32, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van -208.412.137 frank.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 1996 bedraagt 2.296.614.906 frank.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DERDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET TYPE A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

HOOFDSTUK I  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar

**Artikel 34**

Begrotingsverwijzing: decreet van 20 december 1995 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996

artikel 21

Boek 154 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1996 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	1.217.092.000
aangerekende ontvangsten	1.192.080.007
verschil	25.011.993
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	1.627.486.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	1.627.486.000
aangerekende uitgaven	1.334.900.730
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	292.585.270
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1996 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten	1.192.080.007
uitgaven	1.334.900.730
ontvangstenoverschot	-142.820.723

HOOFDSTUK II  
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Lopend jaar

**Artikel 35**

Begrotingsverwijzing: decreet van 20 december 1995 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996

artikel 22

Boek 154 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het Agence de Prévention du SIDA voor het jaar 1996 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	138.020.000
aangerekende ontvangsten	141.703.671
verschil	3.683.671
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	158.207.413
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	158.207.413
aangerekende uitgaven	144.913.548
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	13.293.865
c) samenvatting: het eindresultaat van de begroting van het beheersjaar 1996 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	141.703.671
uitgaven	144.913.548
uitgavenoverschot	3.209.877

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,  
Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport



F. LAANAN,  
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector  
M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie  
C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*  
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 376-1  
*Zitting 2007-2008*  
Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 376-2  
Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15477]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons, ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1997

CHAPITRE I<sup>er</sup>

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1997, s'élèvent à 949.300.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 552.596.851 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 396.703.149 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 7.287.889.201 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 1997 étant de -636.374.540 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1997 à 6.651.514.661 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1997 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 6.049.531.958 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1997 à 601.982.703 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.